

*un point sur...*

# agricultures et société

Catherine Courtet, Martine Berlan-Darqué et Yves Demarne, ed.



ASSOCIATION DESCARTES

EDITIONS



**COLLECTION**



AGRICULTURES ET SOCIÉTÉ  
PISTES POUR LA RECHERCHE

Giuseppe Avolio - David Baldock - Jacques Baudry - Marc Benoit - Claude Béranger - Alessandro Bonanno - Dominique Bourg - Francis Cailliez - René Carron - Bruno Cautrès - Alain Coléno - Antoine Cornet - Hubert Curien - Régis de Baynast - Michel Debatisse - Jean-Pierre Décor - Bertrand Delpeuch - Bo Dockered - Klaus Frohberg - André Grammont - Michel Griffon - François Grosclaude - Luc Guyau - Dale Hathaway - Jean-François Hervieu - Jean-Claude Ignazi - Gilbert Jolivet - Marcel Jollivet - Catherine Laurent - Gérard Lafay - Yves Le Bars - Hervé Le Bras - Bernard Le Buanec - David Lindsay - Etienne Magnien - Philippe Mallein - Hubert Manichon - John Marsh - Christiane Mercier - René Mouriaux - François Nicolas - Guy Paillotin - Pierre Pastre - Martin Pineiro - Edgard Pisani - Alain Ruellan - Michel Sebillotte - Francis Sevilla - Hubert Spiertz - Gérard Viatte - Bertrand Vissac - Jan Dowe Van Der Ploeg - Pieter Vereijken - Jacques Vorimore - Martin Whitby.

**COLLECTION**

**AGRICULTURES ET SOCIÉTÉ**  
**PISTES POUR LA RECHERCHE**

Sous la direction de  
Catherine Courtet, Martine Berlan-Darqué et Yves Demarne

Association Descartes / Editions INRA

Direction éditoriale : Catherine Courtet (Responsable du programme Environnement de l'Association Descartes), Martine Berlan-Darqué (Chargée de mission, Direction de la Recherche et des Affaires économiques et internationales, ministère de l'Environnement), Yves Demarne (chef du département Production animale et végétale et Alimentation, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

Maquette, secrétariat de rédaction, coordination générale : Valentine Hébert

Traduction des textes anglais : Catherine Tastemain, Alexandra Weisgal

Correction : Soizette Biliquy

Retranscription des bandes magnétiques : Hervé Mortreux, Anne Tastemain

Cartes et graphiques : Alice Berton (Société IES), Marie-José Peguet (INRA)

Cet ouvrage a reçu le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (département Production animale et végétale et Alimentation), du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (service de la Communication, direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'Espace rural et de la Forêt), du ministère de l'Environnement (direction de la Recherche et des Affaires économiques et internationales, direction de la Nature et du Paysage), et de la Commission des Communautés européennes (direction générale Science, Recherche et Développement).

Association Descartes  
1, rue Descartes  
75231 Paris cedex 05

INRA Editions  
Route de Saint Cyr  
78026 Versailles cedex



Cet ouvrage est le compte rendu du colloque «Agricultures et société : pistes pour la recherche» qui s'est tenu les 8, 9 et 10 février 1993 à la Cité des sciences et de l'industrie qui n'aurait pu exister sans le soutien et le travail assidu du comité de pilotage du colloque :

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Yves Demarne (département Production animale et végétale, Alimentation), Catherine Schlüsselhuber (département Sciences humaines et sociales)

Ministère de l'Environnement : Martine Berlan-Darqué (direction de la Recherche, des Affaires économiques et internationales), Christine Combarrous (direction de la Nature et du Paysage)

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Hervé Bichat (direction générale de l'Enseignement et de la Recherche), Joseph Bonnemaire, André Grammont (direction de l'Espace rural et de la Forêt), Marie-Christine Marcadé (service de la Communication), Pierre Marsal (direction générale de l'Enseignement et de la Recherche), Guy Poirier (direction de l'Espace rural et de la Forêt), François Noël Simoneau (service de la Communication).

Commission des Communautés européennes : Paolo Fasella (DG XII), Etienne Magnien (DG XII), Bertrand Delpuech (DG XI).

ACTA (Marc Hanrot, Alain Mouchart), ANDA (Maurice Barbezant, Marie-France Treuil), APCA (Jean-Marc Coordonnier), CEMAGREF (Yves Le Bars), CIRAD (Michel Griffon, Michel Eddi, Michel de la Serve), Cité des Sciences et de l'Industrie (Frédéric Poisson (direction des Expositions), Jean-Marc Providence), CNJA (Dominique Bouvier, Jean-Luc Malinges), CNMCA (Olivier Colin, Jean Madec), CNRS (Bertrand Hervieu), CNRS - programme Environnement (Marcel Jollivet, Alain Ruellan), Commissariat au Plan (Christine Kovacs-hasy), DATAR (Marc Gastambide), FNSEA (Alexandre Gourévitch), La Grande Paroisse Elf ATOCHEM (Jean-Claude Ignazi), IDF (Patrice Devos), INRA (Marie- Françoise Chevalier Le Guyader, Bernard Chevassus-au-Louis, Alain Coléno, Marie- Thérèse Dentzer, Guy Paillotin, Jean-Claude Tirel, Claude Viau), ITCF (Gilles Thévenet), Groupe Limagrain (Bernard Le Buanec), ORSTOM (Antoine Cornet), Rhône-Poulenc Agro (Jean-Pierre Décor), SFER (François Clerc), Syndicat national de l'industrie des engrais (Christian Maréchal), Union des industries de la protection des plantes (J.-L. Bernard, Isabelle Chamroux).

Nous souhaitons également remercier pour leur collaboration :

Valérie Adt - Liliane Authie (département Production animale et végétale et Alimentation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) - Sylviane Bantchik et Pascal Blanchet (SB communication) - Pierre-Benoit Joly - Dominique Brinbaum (APCA) - Dominique Chatelle - Pascale Chevallier Gallen (Cité des Sciences et de l'Industrie) - Bruce Clarke - Raja Drissi (ORSTOM) - Françoise Dugarin (INRA) - Yvon Garros (CNJA) - Philippe Girardin (Société européenne d'agronomie) - Anne Hébert (CIRAD) - Robert Henaff (CEMAGREF) - Gisèle Parfait (CEMAGREF) - Michel Petit (Banque mondiale) - Bernard Six (ministère de l'Agriculture) - Philippe Viaux (ITCF)

Et pour leur participation :

Bernard Chevassus-au-Louis (INRA) - François Gros (Collège de France - Association Descartes) - Jean-François Guthmann (ministère de l'Agriculture) - Sévinate Pinto (Commission des Communautés européennes, DG VI) - Bruno Rougier (France Inter) - Dominique Rousset (France Culture) - Eugène Schaeffer (Confédération française de l'agriculture).



## MUTATION ET INNOVATION : DES COMPLEMENTS INDISPENSABLES POUR NOTRE AGRICULTURE

"Agricultures et société" ; l'importance d'un tel thème n'échappe aujourd'hui à personne et je ne peux que souligner toute l'attention que j'attache à cette réflexion collective qui devrait contribuer à une meilleure définition des grandes questions aujourd'hui posées aux chercheurs dans ce domaine.

La France est un pays qui dispose d'une longue tradition rurale. Une part importante de sa richesse économique et culturelle repose sur la diversité régionale, la production et la transformation des produits agricoles. C'est aussi un pays qui dispose d'une longue tradition scientifique, technique et industrielle.

Pourtant, personne ne peut aujourd'hui nier l'importance majeure des problèmes agricoles dans notre société et les difficultés auxquelles sont confrontés nos agriculteurs. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'évolution du contexte socio-économique international et celle, non moins pressante, des sciences et des techniques, ont considérablement bouleversé nos méthodes de production agricole. Ces diverses évolutions ont eu pour conséquence de remodeler profondément nos paysages, le destin traditionnel de nos terroirs et, bien entendu, la distribution de notre population active sur l'étendue du territoire national.

Pendant les trente années qui ont suivi la fin de la guerre, la mission qui avait été confiée à notre agriculture était simple. L'objectif visait à assurer la couverture de nos besoins alimentaires ; il s'agissait de tendre progressivement vers l'autosuffisance. Cette politique a été servie par le développement parallèle des connaissances scientifiques qui accompagnait la création d'organismes nationaux de recherche. L'activité de certains d'entre eux était spécifiquement dévolue à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires ; c'est tout particulièrement le cas de l'Institut national de la recherche agronomique, créé en 1946.

Dans ce contexte, les acquis de la sélection végétale et animale, les nouvelles approches en matière de fertilisation, de protection des végétaux et de santé animale, allaient très rapidement contribuer à atteindre les résultats économiques escomptés.

Dans les années 70, la France, mais aussi l'Europe, dépassait le stade de l'autosuffisance agricole et devenait exportatrice. Progressivement, les nouveaux enjeux dépassaient ceux qui avaient été fixés initialement en termes de couverture de nos besoins intérieurs. Les produits agricoles et les produits issus de nos industries de transformation prenaient alors une place de plus en plus prépondérante dans l'activité économique nationale et dans l'équilibre de notre balance du commerce extérieur.

La production de masse, l'intensification, la concentration, la régionalisation des productions se sont rapidement imposées, d'autant que la première Politique agricole commune (PAC) favorisait incontestablement ces orientations. Peu à peu, notre système de production agricole était touché par l'émergence de nouveaux problèmes, en grande partie liés, cette fois, à la production d'excédents agricoles que le contexte international de plus en plus compétitif ne nous permettait plus d'écouler d'une façon satisfaisante.

De nombreux paradoxes apparents jalonnent l'histoire récente de notre agriculture. Je citerai deux exemples qui me semblent caractériser la situation que nous connaissons :

- l'accroissement de notre production s'est accompagné d'une diminution très profonde de la masse des actifs agricoles ; elle a par ailleurs progressivement conduit à la régionalisation des productions, à l'abandon de surfaces agricoles traditionnelles et a accéléré le processus de désertification dans les zones jugées peu compétitives ;
- par ailleurs, les producteurs, les industriels, les scientifiques et les techniciens ont réussi une remarquable transformation de l'agriculture. Les résultats escomptés ont été dépassés ; au système productif insuffisant d'hier a succédé une production surabondante dans bien des domaines. Elle engendre pour les producteurs, souvent d'ailleurs pour les plus dynamiques et les plus entreprenants, de nombreux problèmes politiquement très difficiles à régler, surtout dans un contexte économique international tendu.

Nombreux sont les producteurs qui ne comprennent pas que dans un monde où sévit encore trop souvent la famine, on puisse prôner la jachère et les quotas de production. Nombreux sont également ceux qui, dans notre société, dénoncent, en constatant les excédents de produits agricoles, les effets pervers de l'intensification des pratiques agricoles sur notre environnement.

L'agriculture est aujourd'hui aux portes d'une nouvelle mutation qu'il s'agit de gérer dans la réflexion, dans l'innovation et dans un climat de dialogue renouvelé.

Il faut qu'à travers ce dialogue nous soyons capables de préciser la nouvelle place que les agriculteurs doivent occuper dans notre société. Il convient également que nous soyons capables de mieux définir leur mission. Certes, celle-ci demeurera sans aucun doute majoritairement liée à la production alimentaire. Cependant, l'ensemble de la collectivité se réapproprie progressivement le monde rural et nombreux sont ceux qui estiment que leur rôle devrait dépasser cette mission première.

La situation économique mondiale nous contraint sans doute aujourd'hui à produire moins. Il nous faut dans ce contexte retrouver des vertus à notre diversité, générer d'autres approches de gestion du territoire, étudier la diversification de nos itinéraires techniques, être à la fois plus propre et plus économe. Il conviendra également de jouer la carte de la qualité et de bien positionner l'activité purement agricole dans le cadre d'une pluriactivité

raisonnable devant être étudiée avec les principaux intéressés, en fonction de la diversité des milieux ruraux concernés.

Pour répondre à ces nouvelles mutations, qui devraient tendre vers des agricultures bien adaptées aux zones qu'elles concernent, nous aurons besoin de nouvelles avancées technologiques et d'une capacité nouvelle d'intégration des innovations.

Le futur de notre agriculture, j'en suis bien conscient, ne reposera pas uniquement sur les avancées de la recherche. Bien d'autres facteurs, d'ordre social, économique et international, pèsent fortement sur ce secteur. Cependant, je reste persuadé que notre potentiel de recherches dans ce domaine demeure un atout considérable pour notre avenir, dans la mesure où les objectifs seront bien ciblés. Il faudra alors se doter de programmes adaptés, d'outils performants d'intégration et s'appuyer sur des structures de transfert efficaces.

Dès maintenant je perçois, à travers la lecture de diverses études récentes, que la recherche agronomique devra accroître sa capacité d'organisation et d'adaptation, afin de répondre de la façon la plus pertinente aux nouvelles réalités du terrain et à la diversité des problèmes et des situations. Il conviendra, en particulier, de contribuer significativement à l'émergence d'innovations compétitives dans trois domaines qui me paraissent prioritaires :

- l'accroissement des débouchés industriels de nos produits, grâce à de nouvelles valorisations dans des secteurs aussi variés que l'énergie, la chimie et la pharmacie ;
- la gestion de l'exploitation agricole, de l'activité rurale et du milieu dans la diversité du contexte régional ;
- la diminution significative des impacts négatifs de nos activités agricoles sur l'environnement (biopesticides, utilisation raisonnée des intrants et mise au point de plantes hautement résistantes aux agents pathogènes).

Afin de bien prendre la dimension des problèmes et de faire émerger les questions pertinentes, il convient de favoriser le dialogue :

- entre les scientifiques tout d'abord. Je crois en effet que, dans le domaine de l'agriculture, comme dans bien d'autres d'ailleurs, le rapprochement des disciplines est fondamentalement nécessaire et il convient de le gérer, en se souciant en particulier du bon positionnement des sciences économiques et sociales ;
- entre producteurs, industriels, scientifiques et techniciens, ensuite. A travers la gestion des comités de pilotage des programmes du ministère, j'ai pu constater que ces échanges étaient particulièrement fructueux et qu'ils permettaient de traduire en objectifs de recherche pertinents les problèmes techniques ou économiques que se posent les professionnels.

Ce colloque relève de la volonté d'ouverture de la recherche vers la société. Le souhait des organisateurs a été d'ouvrir un débat fécond entre politiques, économistes, scientifiques, industriels et producteurs. Compte tenu de la

qualité des intervenants, je suis persuadé que ces échanges aideront nos responsables d'organisme de recherche, nos chercheurs, à mieux positionner leur rôle et leur activité, afin d'aider notre agriculture à franchir une nouvelle étape difficile de son histoire.

Je sais que chacun est prêt à y contribuer de toutes ses forces et que dans les organismes de recherche des débats internes de grande qualité ont lieu afin de préparer les évolutions et les adaptations nécessaires.

Cette rencontre répond donc à un véritable besoin de notre société. L'engagement de trois ministères et de la Commission des Communautés européennes autour de son organisation témoigne de l'intérêt commun que nous y attachons.

Hubert Curien  
Ministre de la Recherche et de l'Espace  
Allocution prononcée  
lors de l'ouverture du colloque "Agricultures et société"  
le 8 février 1993

## L'ENVIRONNEMENT

### ENJEU CENTRAL D'UNE POLITIQUE RURALE

Au moment même où la France se trouve être le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et agro-alimentaires et où la recherche agronomique explore tout ce qui est techniquement possible pour rester compétitif, éclatent de façon récurrente de violentes manifestations et sont dénoncés publiquement les impacts écologiques de l'agriculture. L'ampleur du malaise paysan et de la crise environnementale illustre à quel point un certain type de développement agricole génère de problèmes sociaux et écologiques.

Le mouvement de modernisation de l'agriculture démarré dans l'après-guerre a mobilisé l'effort de la recherche agronomique et de l'encadrement agricole pour transformer les pratiques culturales et l'éthos paysan et les mettre au service d'une politique de sécurité alimentaire et d'exportation de produits agro-alimentaires. Ce gain de productivité colossal et cette transformation radicale des mentalités ont certes extirpé de l'imaginaire social la hantise des pénuries et fait de l'agriculture le "pétrole vert" de la France, mais, depuis l'apparition d'excédents, du fait de la saturation des marchés solvables, et la mise en œuvre de réglementations limitant la production, le prix à payer de la recherche de la compétitivité a pu être pleinement réalisé : désertification rurale, nombre croissant d'agriculteurs en difficulté, négligences à l'égard de la nature. De systèmes agraires équilibrés, on en est venu à des pratiques culturales dépendantes, coûteuses et irrespectueuses des milieux naturels. La recherche de la productivité appuyée sur la mécanisation et la diminution de la force de travail a eu pour effet une restructuration de l'espace agricole et l'abandon, par manque de temps, de ce qui est jugé moins profitable, comme les tâches d'entretien effectuées autrefois (curage des fossés, élagage des haies, entretien des chemins et des berges de rivières...).

De nombreux agriculteurs déplorent la négligence à laquelle la politique des marchés les a contraints, et les alarmes des scientifiques et des gestionnaires de l'environnement ont conduit, il y a plus de dix ans déjà, à la mise en œuvre, avec la profession agricole, de programmes de sensibilisation des agriculteurs aux phénomènes des pollutions diffuses. Mais c'est récemment seulement que les dénonciations et les préoccupations environnementales liées à l'activité agricole ou à sa disparition ont fait irruption dans l'espace public. L'année 1990 a été marquée par une mise sur la sellette des nuisances agricoles. Préservés jusqu'alors, du moins publiquement, de l'étiquette de "pollueurs", les agriculteurs se voient accusés, sans nuances, de contribuer de manière essentielle à la pollution des eaux : une sécheresse exceptionnelle a donné l'occasion de mettre l'accent sur la vulnérabilité de la ressource "eau" et sur les risques encourus par la santé humaine et les milieux naturels. Les accusations de négligence vis-à-vis de l'environnement de politiques agricoles axées sur l'intensification et la spécialisation trouvent aussi des arguments dans la banalisation et les risques d'homogénéisation des paysages, la diminution de la

diversité biologique, les atteintes à la fertilité des sols mais aussi dans l'enfrichement dû à l'abandon des terres et à l'élimination permanente d'exploitations. Les conséquences de l'absence d'entretien du territoire constituent, en effet, l'autre versant de la médiatisation des rapports de l'activité agricole à l'environnement. Ruines, friches, érosion, incendies sont les signes visibles de la désertification propres à susciter bien des fantasmes de retour à la barbarie dans un pays dont l'identité paysagère est celle de la campagne jardinée.

Dans une civilisation dominée par le standard urbain, où la ville "prend ses quartiers" dans la nature, où la périphérie tend à devenir l'élément dominant du fait urbain et à ce point englobante que certains vont jusqu'à parler de "ville-monde", la différenciation rurale devient un enjeu de premier plan. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer l'instauration d'un débat social pour promouvoir un développement agricole et rural plus équilibré. L'idée de contrat social est évoquée, réinvestissant les agriculteurs de leur place symbolique dans les relations de notre société à la nature et réaffirmant leur rôle irremplaçable dans l'entretien du territoire, notamment dans le maintien des sols, des sites et des paysages ou dans la lutte contre les risques.

Alors que la société prend conscience de ses déséquilibres, se préoccupe d'un aménagement plus harmonieux du territoire et s'engage dans la promotion d'un développement durable intégrant l'environnement, les agriculteurs, travailleurs de la nature et du vivant, demeurent, dans l'imaginaire social, les garants du maintien de la qualité des terroirs, des paysages et des produits. Dans une société où la "conscience écologique" s'élève, où la "demande sociale" de nature se développe, où le "désir de paysage" se manifeste, l'environnement devient une catégorie centrale de l'action sociale. La pérennité de cette préoccupation, apparue deux décennies plus tôt, l'ampleur de la crise environnementale conduisent à considérer qu'il s'agit d'une nouvelle composante durable du fonctionnement de la société française. De ce fait, l'environnement sort de sa marginalité pour devenir un enjeu social et économique majeur. Longtemps perçu comme un frein, une contrainte, il devient un marché, un facteur de croissance et un critère de différenciation concurrentielle : cette tendance, développée d'abord dans le secteur industriel, concerne aujourd'hui le secteur agricole. Du fait peut-être de ce courant de fond, une prise de conscience s'est constituée concernant l'agriculture; un mouvement de remise en cause de politique agricole conçue en termes strictement productifs se manifeste dans le sens d'une inflexion vers une politique davantage axée sur la valorisation de produits de qualité, la conservation des espaces et la préservation des ressources naturelles. Dans cette perspective, la définition de l'activité agricole ne reposerait plus sur le seul référentiel productif, elle mettrait en valeur une pluralité de fonctions contribuant à l'équilibre de l'environnement rural, qu'il s'agisse de la protection de l'environnement rural, ou du développement rural. Et la diversité des modes de fonctionnement des exploitations et de leur type d'insertion dans l'environnement devrait être préservée.



Un débat sur le rôle et la place des agriculteurs dans notre société s'amorce. Il pose la question de la réintroduction de la prise en compte du long terme et de la globalité dans des pratiques qui en étaient ancestralement empreintes du fait d'une gestion patrimoniale des ressources, mais que l'industrialisation de l'agriculture a fortement transformées. Cette préservation du patrimoine naturel se trouve contrainte d'être internalisée dans les stratégies agricoles. L'intégration de l'environnement dans la politique agricole constitue un changement de perspective exigeant de nouvelles postures mentales, une force dynamisante ouvrant la voie à l'innovation technologique. Elle apparaît en filigrane de toutes les préoccupations, qu'il s'agisse de la réduction de l'utilisation des intrants par les producteurs, de l'amélioration des rejets et de la biodégradabilité des emballages industriels de la transformation, d'un développement agricole des pays du Sud garant de leur développement économique. Elle devient un paramètre incontournable présent dans tous les débats concernant : la mondialisation des échanges et les règles du commerce international; le choix des techniques et des systèmes de production (choix des variétés, systèmes d'irrigation, utilisation d'intrants...); les stratégies des industries de l'agro-fourmure (engrais, pesticides, semences, matériel) et des firmes agro-alimentaires; les objectifs de la politique agricole et ses modes d'intervention.

Dans ces débats, la recherche se doit d'être présente, active, dynamique, créatrice, non seulement pour évaluer les impacts écologiques des produits issus de ses résultats et jeter les bases d'une agriculture moins polluante, mais aussi pour proposer des méthodes de gestion des espaces en déshérence, réfléchir aux mesures d'évaluation écologique, analyser les impacts sociaux de ce nouvel enjeu environnemental.

La nouvelle donne environnementale ne risque-t-elle pas d'accélérer la ségrégation spatiale et sociale des agriculteurs et de constituer un nouveau facteur de différenciation sociale, l'accès, en termes économiques et culturels, aux technologies les plus propres et les plus performantes étant réservé à une agriculture industrielle moderne appuyée sur une recherche agronomique de pointe à base de biotechnologies ? Eviter ce risque suppose un engagement de l'encadrement agricole pour relever ce défi et le développement d'incitations économiques. Pour que l'environnement devienne le fer de lance d'une politique agricole plus équitable fondée sur le solidarisme et une justice distributive fondée sur la contribution, y compris des urbains, à l'entretien de l'environnement, il faudrait faire appel à l'idée de contrat impliquant un système de taxation redistributif.

Devant toutes ces questions, un débat social s'impose dont ce colloque n'est qu'une étape. Face à un espace rural patchwork où se côtoient espaces intensifiés, espaces en jachère, espaces abandonnés, aux finalités diverses, enjeux de groupes sociaux multiples, les mesures agri-environnementales de la réforme de la PAC offrent une ouverture intéressante. Peuvent-elles néanmoins être considérées suffisantes pour gérer des espaces en déshérence ? Si l'on peut espérer que le respect de l'environnement ne se bornera pas à ces espaces

protégés et que des pratiques plus prudentes se développeront, on peut toutefois s'inquiéter des impacts environnementaux des cultures industrielles. Outre que les réglementations en matière d'utilisation d'intrants risquent d'être moins strictement respectées qu'en ce qui concerne les cultures alimentaires, leur mise en œuvre nécessite que leur soient consacrés des espaces importants, ce qui laisse planer de nouvelles inquiétudes en matière de remembrement, d'arasement de haies, et de monotonie paysagère de vastes espaces uniformes.

Toutes ces questions montrent la nécessité d'une politique rurale d'autant que les agriculteurs ne sont déjà peut-être plus assez nombreux, et risquent de l'être encore moins à l'avenir, pour entretenir cet espace comme ils l'avaient fait jusqu'alors et répondre à l'attente profonde de la société d'un espace rural humanisé.

Martine Berlan-Darqué

Sociologue à l'INRA

Chargée de mission au ministère de l'Environnement (DRAEI)

# L'AGRICULTURE AUJOURD'HUI

## REFLET ET ENJEU DES MUTATIONS SOCIALES

L'agriculture est un des thèmes forts de l'actualité. La qualité, la vigueur des débats qui s'y nouent, l'importance des intérêts qui s'y affrontent demandent qu'on la considère comme une des questions majeures, et peut-être une des plus stratégiques, de la société contemporaine. Plus encore, les mutations qui la traversent aujourd'hui, sont celles qui frappent ou frapperont l'ensemble des secteurs économiques. Leur analyse est nécessaire pour nous permettre de comprendre la société dans laquelle nous vivons et celle dans laquelle nous vivrons demain, ou mieux : que nous choisirons.

Mondialisation des échanges, importance croissante de la science et de la technologie, crise sociale, constituent les principales lignes de fractures derrière lesquelles se dessinent les équilibres géopolitiques mondiaux, le rapport de l'homme à la science, au développement technologique et au travail. Mais l'agriculture a cette particularité d'entretenir un rapport étroit avec la nature, de la "travailler". Face à l'exploitation, pas toujours raisonnable, des ressources naturelles, voire leur dégradation, et à l'artificialisation des conditions de production grâce aux applications de la recherche, s'organisent les termes d'un débat qui leur oppose la protection des paysages, la mise au point de pratiques d'agriculture plus durable et peut-être, la nature comme lieu d'enracinement face au monde moderne. Là encore, c'est le rapport à la nature de notre société tout entière qui se joue.

L'accélération de la mondialisation de l'économie touche l'agriculture comme les autres secteurs. Elle s'accompagne d'une division internationale du travail différente, de nouvelles répartitions des richesses et de la mise au point de nouveaux processus de production. Les grandes entreprises (de l'agro-fourmiture et de l'agro-alimentaire), de plus en plus transnationales, cherchent les facteurs de production les moins coûteux; par l'exploitation des ressources au niveau mondial, elles tentent de déjouer les différents règlements nationaux, notamment dans le domaine social et en matière d'environnement. Ainsi la production tend à se polariser dans des bassins de production, la concurrence à s'organiser entre grandes régions grâce à la mise en place d'accords commerciaux, tandis que souvent l'iniquité des rapports entre les pays du Nord et du Sud se renforce. En effet les agricultures du Sud, qui subissent encore plus durement que les pays du Nord les fluctuations des prix, ont bien du mal à se développer et à trouver une place sur les marchés mondiaux, bien qu'elles soient, pour ces pays, le moteur essentiel de toute lutte contre la pauvreté et de tout développement économique. De plus, la question des ressources naturelles relève de la survie immédiate; on observe en effet qu'une proportion importante de la population la plus pauvre vit sur des terres susceptibles de se dégrader rapidement.

Les rapports entre les pays producteurs sont loin d'être pacifiés, certains voient même dans la guerre commerciale qu'ils se livrent, une nouvelle guerre froide. De nombreuses incertitudes demeurent d'autant que d'autres pays producteurs (par exemple les pays de l'Est) sont susceptibles de bouleverser les données actuelles. Les difficultés rencontrées dans les négociations du GATT viennent l'illustrer.

Grâce à l'accroissement de la productivité auquel elle est parvenue en trente ans, l'agriculture est une des professions les plus représentatives de la modernité, contrairement à un certain nombre d'idées reçues encore répandues : la recherche et la technologie jouent un rôle de plus en plus important dans son développement. En effet, par l'utilisation des équipements les plus modernes, de la robotisation, de l'informatique de pointe, des fécondations *in vitro*, les agriculteurs font preuve d'une polyvalence technique très importante. Cela entraîne de nombreuses modifications de l'organisation du travail, de son contenu et des savoir-faire nécessaires, la multiplication des connaissances à mobiliser, mais aussi des conséquences sur l'emploi. L'analyse des mutations de l'agriculture constitue un moyen de comprendre les relations entre le développement technologique, scientifique et l'ensemble de la société.

La course à la productivité s'est souvent faite aux dépens de l'environnement, provoquant dégradation des sols, pollution des eaux, réduction de la biodiversité. Quant aux mesures alternatives proposées pour enrayer la surproduction, telle la jachère, elles conduisent à la mise au chômage technique de la terre et à l'embroussaillage de surfaces importantes. Même si les impacts sur l'espace et sur l'environnement sont variables selon les exploitations, la remise en cause du modèle agricole dominant se généralise. La fixation des prix ne paraissant pas le moyen le plus efficace pour une exploitation judicieuse des ressources, la nécessité de mesures politiques, encore embryonnaires, se confirme.

A travers les difficultés que rencontrent les agriculteurs et le monde rural, peuvent se lire les grandes questions qui traversent la société contemporaine. Crise de l'emploi : l'augmentation considérable de la productivité permet de limiter de plus en plus l'utilisation de la main-d'œuvre et les prévisions des experts, ou de certains responsables, sont de plus en plus alarmantes à cet égard. C'est le revers de la performance. Certains se demandent si "ce qui arrive aux agriculteurs ne préfigure pas ce qui peut advenir du reste de l'économie" ; l'activité humaine se réduirait, faute de travail pour tous. Crise du métier : la baisse des revenus de beaucoup d'agriculteurs se confirme, tandis que la durée de travail demeure importante. De plus, à l'instar des chefs d'entreprise, ils sont confrontés au stress de la responsabilité individuelle dans la prise de décision. Ce métier qui se perpétuait de père en fils se trouve maintenant confronté à l'insécurité devant l'avenir, comme les autres professions et comme la société toute entière. Une enquête sur les représentations et les attitudes des agriculteurs montre que plus de la moitié des agriculteurs sont inquiets face à l'avenir et qu'un quart d'entre eux pense qu'il n'y a plus d'avenir pour l'activité agricole. Seule une petite proportion a